

Pour se défaire de quelques préjugés à propos de la démocratisation culturelle au Québec

Louise Sicuro

Présidente-directrice générale

Culture pour tous

Louise Sicuro est reconnue pour son engagement dans la promotion et la défense de la démocratisation et de la participation culturelles au Québec. Présidente-directrice générale et fondatrice de Culture pour tous, un organisme à but non lucratif, Louise Sicuro est connue en raison de son rôle déterminant dans la création et l'organisation des Journées de la culture au Québec dont elle assume la direction depuis leur toute première édition en 1997. Louise Sicuro est une bénévole très active au sein des conseils d'administration de la Société de la Place des arts, de la Fondation de la Place des arts, de Culture Montréal et agit à titre de secrétaire du comité exécutif de la Conférence régionale des élus de Montréal. Détentrice d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion des organismes culturels de l'École des Hautes Études Commerciales, Louise Sicuro a dirigé, durant 6 ans, le service des relations avec les municipalités du Conseil des arts de Montréal et a coordonné pendant 11 ans, le service des activités culturelles de la Ville de Saint-Léonard.

Résumé

À l'instar d'autres démocraties, le Québec a concentré, depuis 5 décennies, son action culturelle publique sur l'appui aux artistes et à la création en négligeant passablement le travail de sensibilisation et d'éducation aux arts et à la culture.

Cet article décrit un certain nombre d'idées reçues qui perdurent encore aujourd'hui sur les enjeux de démocratisation de la culture et qui, par le fait même, contribuent à miner l'essor des arts et le développement culturel au Québec.

Les discussions oiseuses sur la définition la culture, les discours stériles d'opposition entre la grande culture et la culture populaire, l'obsession du développement des publics dans une optique de rentabilité ou les prétentions à l'effet que démocratisation culturelle et recherche de l'excellence artistique sont incompatibles ont fait trop souvent diversion et remis à plus tard les actions stratégiques pour réparer la fracture entre les arts et le grand public.

Les stratégies publiques de développement culturel ne peuvent plus faire l'économie d'actions concertées de démocratisation de la culture sans compromettre la solidité et la durabilité du lien social, tout comme la capacité pour les individus et les communautés locales de tendre vers un légitime et souhaitable désir d'émancipation. Ce texte propose des orientations pour une « refondation » de la politique culturelle du Québec.

Mots-clés

Démocratisation, arts, culture, développement culturel, politiques culturelles.

Introduction

Cet article présente un certain nombre d'idées reçues sur les enjeux de démocratisation de la culture et qui contribuent à miner l'essor des arts et le développement culturel au Québec.

Mes observations et réflexions me viennent d'une pratique de gestionnaire culturelle ayant travaillé à la fois dans l'environnement de la culture subventionnée et dans celui de l'animation socioculturelle.

Les discussions oiseuses sur la définition de la culture, les oppositions stériles entre la grande culture et la culture populaire, l'obsession du développement des publics dans une optique de rentabilité ou les prétentions à l'effet que démocratisation culturelle et recherche de l'excellence artistique seraient incompatibles, ont fait trop souvent diversion et reporté les actions stratégiques pour réparer la fracture entre les arts et le grand public.

Quand, il y a 15 ans, nous avons eu l'idée de créer les Journées de la culture, un grand mouvement en faveur de la démocratisation culturelle au Québec, il nous a fallu jouer de prudence dans ce qu'on allait dire et réaliser. D'autant que nous partions de l'idée que ce mouvement devait être initié par les artistes et les travailleurs culturels professionnels de partout au Québec.

Nous constatons le fossé qu'il y avait entre les arts et les citoyens vu sous l'angle de la fréquentation des œuvres. Si nous étions tous accordés sur le fait de mettre les arts et la culture à l'avant-scène, le temps d'un grand événement rassembleur à l'échelle de la province, nous souhaitions bien naïvement que ce grand projet ait des répercussions rapides sur l'achat de spectacles ou de droits d'entrée dans les musées. Les artistes et les associations culturelles, après de multiples discussions et débats (Est-ce vraiment à nous les artistes de s'occuper de sensibiliser le public? Nous ne voulons pas nous faire instrumentaliser, etc.), étaient bien prêts à y consacrer temps et énergie en autant que l'on note rapidement des répercussions tangibles.

Pour certains, les Journées de la culture telles que nous les avons pensées, allaient donc être la panacée pour le développement des publics. Un fonctionnaire du ministère de la Culture me disait même qu'après 5 ou 6 ans de promotion, les résultats seraient atteints et nous n'aurions plus qu'à fermer boutique.

Tout en sachant que le défi pouvait sembler grandiose et utopique, nous savions aussi que nous ne pourrions faire avancer la cause de la culture dans la société que par un simple travail de marketing, aussi bien fait soit-il.

Les campagnes de publicité originales et de qualité que l'agence de publicité Bos nous a concoctées depuis 15 ans ont assurément permis aux Journées de la culture de gagner en notoriété et de braquer les projecteurs sur cette manifestation singulière qui se déploie autant dans les villages que dans les grandes villes, autant dans les ateliers d'artistes que dans les institutions culturelles de haut niveau et qui est, depuis 2010, répliquée à l'échelle canadienne.

Cependant, nous savions que pour créer un véritable mouvement de démocratisation culturelle, nous devons faire avancer notre réflexion et nous confronter à d'autres conceptions du développement culturel. Dès 1999, nous avons donc organisé des colloques internationaux invitant nos collègues d'ici et d'ailleurs à partager avec nous leurs points de vue, à expliciter leurs enjeux et leurs expériences. Nous souhaitions mettre à l'épreuve nos positions et nos idées et mieux comprendre celles des autres.

Si nos premiers débats se concentraient davantage sur les droits des artistes et sur la définition de la culture, nous avons appris, au contact de d'autres expériences dans le monde, qu'il fallait repenser notre façon d'aborder le développement culturel. Nous ne pouvions plus l'envisager que sous le seul angle du besoin des artistes à être mieux financés et mieux reconnus dans la société.

En effet, à l'instar d'autres démocraties, le Québec a concentré, depuis 5 décennies, son action culturelle publique sur l'appui aux artistes et à la création en négligeant passablement le travail de sensibilisation et d'éducation aux arts et à la culture.

Le Québec s'enorgueillit, avec légitimité, de l'excellence et du rayonnement formidable de ses institutions et ses industries culturelles et de la force créatrice de ses artistes. En février dernier, le premier ministre du Québec, monsieur Jean Charest, ouvrait son discours inaugural en parlant de la culture au Québec et en décrivant toute l'importance que méritent des artistes québécois comme Robert Lepage, Dany Laferrière, Arcade Fire, Denis Villeneuve et Céline Dion qui rayonnent à l'échelle planétaire.

Les raisons qui ont prévalu, il y a 50 ans, à la priorisation du soutien aux artistes et à la création sont bien compréhensibles. Le Québec veut alors s'émanciper, entend passer du folklore et des valeurs conservatrices à la modernité, s'affirmer comme nation en favorisant la création d'œuvres originales qui soient ancrées dans sa propre réalité, contribuant à la définition de son identité.

En dépit de cette volonté de se distinguer sur le plan artistique, notamment de la France, nous avons pourtant opté pour le modèle de démocratisation culturelle élaboré par André Malraux, premier titulaire du ministère de la culture de la France créé en 1960, tout juste un an avant celui du Québec. Pour l'homme de gauche qu'était Malraux, faciliter pour chacun l'accès aux grandes œuvres de l'esprit était l'action qui devait démocratiser la culture. Cette période a vu naître la création de multiples maisons de la culture dans les régions de France et a été l'occasion de mettre en chantier de grands travaux de restauration patrimoniale. « L'Art, selon lui, devait susciter dans la conscience de chacun une sorte de frisson sacré, sans le secours d'aucune médiation. »¹

Cette conception que la culture correspond seulement aux grandes œuvres de l'esprit humain ne prenait pas suffisamment en compte tous ceux qui en étaient éloignés. Cette conception presque mystique du pouvoir intrinsèque de l'art et de la culture demeure encore aujourd'hui pour plusieurs la seule valable. Sans diminuer l'importance des arts et du travail des artistes, il faut reconnaître que nous avons dérivé en ne nous préoccupant pas assez de l'éducation culturelle et en restreignant la culture au seul domaine des arts.

Encore aujourd'hui, mais d'une moindre façon qu'il y a 15 ans, les discussions sur la définition de la culture opposent encore les tenants de l'art comme fondement de la culture et les autres adhérant complètement à la définition de l'UNESCO.

Le débat s'est calmé notamment parce que les gouvernements ont injecté des sommes d'argent, comprenant mieux, d'ailleurs, les impacts de la culture sur le développement économique. Sans admettre que tous les besoins sont comblés, loin de là, il reste que nous avons fait des avancées sur la reconnaissance du travail des artistes et sur l'importance de consacrer des ressources financières pour le développement culturel du Québec. Les conseils des arts du Canada et du Québec ont vu leur budget augmenté et, fait marquant, malgré l'état actuel des finances publiques, le budget du ministère de la

¹ Rigaud, Jacques (1998), *Les deniers du rêve*, Grasset, p. 27.

Culture, des Communications et de la Condition féminine n'a heureusement pas subi de coupes contrairement à d'autres ministères aux portefeuilles plus imposants.

Les études démontrent que les sommes injectées en culture ont un retour sur l'investissement incomparable.

« Depuis quelques décennies, on comprend mieux les contributions économiques importantes des industries culturelles et le rôle central que le secteur culturel joue dans l'économie créative en général. », conclut le rapport du Conference Board du Canada publié en août 2008.

Ces données rationnelles ont réussi à percer les couches de dirigeants dont les politiciens et les gens d'affaires qui affirment de plus en plus l'importance qu'ils accordent aux arts et à la culture comme éléments essentiels de développement de leurs communautés.

Mis à part quelques animateurs de radio démagogiques, l'opinion publique a également évolué en faveur de la culture. On a pu l'observer clairement, en août 2008, lorsque le gouvernement fédéral décidait de couper durement les programmes internationaux de tournée. Ce geste a galvanisé le débat sur la place publique. Les médias s'en sont emparé permettant ainsi de sortir le sujet de la culture de la discussion entre initiés et de toucher la sensibilité des citoyens. Quelques semaines plus tard, le gouvernement fédéral perdait quelques sièges électoraux. L'enjeu de la culture est alors devenu un enjeu politique.

Cette prise de conscience publique est le résultat de multiples actions provenant du travail de nombreuses organisations (Culture Montréal, le réseau Les Arts et la Ville, les associations professionnels et Culture pour tous) agissant sur plusieurs fronts dans les dernières années.

On peut se réjouir du cheminement bien réel que nous avons fait mais on ne peut occulter le travail qui reste encore à accomplir pour enraciner l'expérience culturelle dans les milieux de vie.

Oppositions stériles entre la grande culture et la culture populaire

Les discours opposant la grande culture à la culture populaire et à la culture « mainstream » font stagner le développement culturel du Québec. L'interdépendance de chacune de ces manifestations d'expressions culturelles est trop évidente pour ne pas tenter de les réconcilier.

Pour illustrer mon propos, j'aime citer l'économiste américain Jeremy Rifkin qui, dans son livre *L'âge de l'accès : survivre à l'hypercapitalisme*, fait une argumentation convaincante de l'importance de la culture pour maintenir un taux élevé de capital social dans une société qui veut prospérer.

Il démontre comment, et je cite, « ...l'activité économique est un phénomène dérivé qui dépend de la préexistence de liens sociaux vigoureux reposant sur la confiance sociale et l'empathie. »²

Or, cette confiance sociale et cette empathie sont produites dans la société par les organisations qui forment ce qu'il appelle le troisième secteur (les deux autres étant le marché et l'État), c'est-à-dire les organisations civiles, les associations sportives et culturelles, les groupes artistiques et les organisations non-gouvernementales.

² Rifkin, Jeremy (2000), *L'âge de l'accès : survivre à l'hypercapitalisme*, Éditions du Boréal, p. 314.

C'est au sein du 3^e secteur que les gens élaborent et mettent en pratiques les valeurs communes qu'ils ont choisies. Il écrit « Les organisations du 3^e secteur sont au service de millions d'êtres humains appartenant à des communautés du monde entier. Ce sont les principales institutions susceptibles de préserver et de renforcer les diverses dimensions des cultures locales... Les organisations du 3^e secteur remplissent une bonne partie des fonctions élémentaires indispensables à la survie des sociétés démocratiques. »³

Dans un contexte mondialisé où l'on constate la perte des repères, la fragilité du lien social, l'affaiblissement des valeurs, il ne faut plus seulement, « ...démocratiser la culture mais démontrer qu'elle est l'accomplissement même de la démocratie... »⁴ comme le disait Jacques Rigaud dans cette salle en 2002 lors d'un colloque que nous organisons.

C'est l'enjeu auquel s'attaquent les 116 pays signataires de la *Convention sur la protection et sur la promotion de la diversité des expressions culturelles* de l'UNESCO.

La culture a ses racines dans un territoire donné et s'exprime de multiples façons selon les sentiments et les valeurs de ceux qui y vivent.

La participation citoyenne à la culture est une condition pour prétendre à un véritable développement culturel. Il ne s'agit pas de faire des citoyens des artistes mais d'encourager l'expression libre de chacun. Il ne s'agit pas non plus de discréditer la culture d'avant-garde ou d'élite ou les traditions ou les techniques et coutumes mais de garder la culture vivante.

Dans le livre *L'action culturelle dans la cité*, Francis Jeanson écrit : « C'est de culture vivante qu'il s'agit ici, de l'effort des hommes pour donner un sens à ce qu'ils font dans quelque circonstance que ce soit. La culture vivante, nous ne pouvons la percevoir désormais qu'en termes de rapports humains et de vie quotidienne au sein de nos cités. »⁵

Il faut encourager les différentes expressions locales. Les méfiances entretenues au sein du milieu professionnel envers les loisirs culturels ou les pratiques en amateur n'existaient que par la crainte de devoir partager les financements disponibles.

En ne portant attention qu'à la culture d'élite fondée sur l'excellence, l'expertise et l'industrialisation, nous avons perdu de vue le continuum sur lequel la culture se crée et se développe.

Je me souviens qu'il y a à peine dix ans les membres du comité d'orientation des Journées de la culture refusaient que les municipalités participent aux Journées de la culture. Heureusement, ce n'est plus le cas et on trouve maintenant dans les administrations municipales des dirigeants très conscients du rôle d'importance qu'ils doivent jouer en matière de développement culturel.

³ Ibid. p. 314.

⁴ Rigaud, Jacques (2002), *Les enjeux de la démocratisation culturelle, témoignages et réflexions d'un Européen*, texte de la conférence inaugurale du Forum La rencontre, Montréal.

⁵ Jeanson, Francis (1973), *L'action culturelle dans la cité*, Seuil

La culture pour tous et... par tous

Les stratégies publiques de développement culturel ne peuvent plus faire l'économie d'actions concertées de démocratisation de la culture sans compromettre la solidité et la durabilité du lien social, tout comme la capacité pour les individus et les communautés locales de tendre vers un légitime et souhaitable désir d'émancipation.

Si la culture est le socle sur lequel reposent nos valeurs et nos sentiments définissant notre humanité, elle ne doit plus être perçue seulement comme un secteur d'activités mais doit être comprise comme une dimension de la vie que nous partageons quotidiennement.

Le véritable enjeu dans le combat pour la culture est de faire en sorte qu'il n'y ait pas de discriminations reléguant les citoyens à de simples consommateurs de culture.

Le rapport avec « les publics » doit être revu. Nous croyons qu'une des façons de le faire est de nous « reconnecter » avec les gens en offrant une expérience artistique et culturelle qui permettent au citoyen de jouer un rôle plus actif que ce à quoi on l'a invité jusqu'à maintenant.

Il faut multiplier les idées pour enrichir l'expérience culturelle en encourageant les gens, par exemple, à échanger leurs points de vue et à formuler leurs émotions suscitées par les œuvres. Il s'agit aussi pour les organisations artistiques et culturelles de revoir leur façon d'entrer en contact avec leurs « auditoires actuels et futurs » pour construire des relations profondes, significatives et durables qui donnent du sens à la participation des citoyens.

Les nouvelles réalités avec lesquelles nous devons composer nous obligent à nous re-questionner sur les façons de « gérer la culture ». Nos modèles sont remis en question par les bouleversements économiques, par certaines décisions gouvernementales à courte vue et, beaucoup, par les changements technologiques.

Cependant, les multiples plateformes technologiques d'aujourd'hui représentent d'intéressantes opportunités pour fournir les contenus culturels dont elles ont tellement besoin pour se régénérer. Fait intéressant aux États-Unis, une étude récente démontre que 3 personnes sur 4 disent avoir accès aux arts grâce aux outils numériques.

Comme Jeremy Rifkin le note dans son livre : « La production culturelle emprunte toujours sa substance à la sphère culturelle. La sphère marchande ne produit rien par elle-même. La production culturelle a cela en commun avec la production industrielle qu'elle doit exploiter une matière première. »⁶ Avant d'exister comme « produit à vendre ou à consommer », la culture se crée, s'exprime et se vit par les gens dans leurs communautés.

À cet effet, l'exemple des multinationales de « l'entertainment » qui déconstruisent et reconditionnent des musiques ancestrales du monde entier pour les commercialiser en « world music » édulcoré est éloquent. On pourrait aussi évoquer le Cirque du Soleil dont les meilleurs spectacles ont été créés par des metteurs en scène de théâtre qui ont, pendant des années, peaufiné leur art dans des organisations à but non lucratif.

⁶ Rifkin, Jeremy (2000), *L'âge de l'accès : survivre à l'hypercapitalisme*, Éditions du Boréal, p. 318.

Ces organisations sont essentielles parce qu'elles protègent et entretiennent le terreau culturel dont on a besoin pour s'épanouir et prospérer. Leur maintien et leur financement par la société coûtent moins que ce qu'elles rapportent. L'investissement en culture est contributif pour solidifier la société en créant des emplois de qualité, en aidant à créer des communautés plus résilientes, en aidant à contrer le décrochage des jeunes et en conservant l'écologie culturelle dont les gens ont besoin toute leur vie.

Ce sont de nouveaux rapports qu'il faut créer avec la population. C'est ce que visent notamment les Journées de la culture en cherchant à établir une conversation en continu avec nos voisins, les entreprises, les institutions scolaires, les philanthropes et les dirigeants des pouvoirs publics. Elles sont le porte-voix pour clamer que la cause culturelle est un véritable projet de société.

Les Journées de la culture proposent un contact direct et sans filtre entre les artistes et les travailleurs culturels et leurs concitoyens. Durant trois jours, à la fin de septembre, les activités sont présentées gratuitement pour indiquer que la culture appartient à tout le monde et que chacun y a droit et permet aussi de signaler que **tout** ne relève pas que de la sphère marchande. La gratuité est un des fondements de cette manifestation singulière basée sur le volontariat et la générosité de milliers d'individus qui s'engagent chaque année dans l'aventure.

Pour une « refondation » de la politique culturelle

Le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine célèbre cette année son 50^e anniversaire en entreprenant une démarche gouvernementale visant à doter le Québec d'un Agenda 21 de la culture. Ce sera aussi l'occasion de revoir et d'actualiser la politique culturelle dont le Québec s'était dotée en 1992.

Je me permets ici en guise de conclusion de proposer quelques avenues pour moderniser cette politique culturelle. J'y vois quelques grandes mesures comme :

- renforcer tous les maillons de la chaîne de production culturelle;
- encourager toutes les formes de participation culturelle;
- effectuer une action musclée pour bonifier l'accès et la fréquentation des arts à tous les niveaux des ordres scolaires;
- élargir le champ d'intervention du protocole Culture-Éducation;
- susciter l'interaction entre les établissements scolaires et les organismes culturels de leur milieu;
- ajouter un enseignement sur la culture au cursus des programmes de formation des maîtres de toutes les universités;
- instaurer des fonctions de médiateurs culturels dans les institutions et les organisations culturelles;
- étudier les nouvelles formes de participation culturelle;
- créer des incitatifs fiscaux pour encourager tant les individus que les entreprises privées à prendre part au développement culturel.

Bibliographie

Jeanson, Francis (1973), *L'action culturelle dans la cité*, Seuil.

Rifkin, Jeremy (2000), *L'âge de l'accès : survivre à l'hypercapitalisme*, Éditions du Boréal, p. 314 et p. 318.

Rigaud, Jacques (1998), *Les deniers du rêve*, Grasset, p. 27.

Rigaud, Jacques (2002), *Les enjeux de la démocratisation culturelle, témoignages et réflexions d'un Européen*, texte de la conférence inaugurale du Forum La rencontre, Montréal.